

(N° 124.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES COLONIES POUR L'EXERCICE 1922 (Dépenses métropolitaines (1)).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. TSCHOFFEN.

MESSIEURS,

Le budget qui fait l'objet de ce rapport prévoit :

Pour dépenses ordinaires une somme de fr.	4,432,569
— extraordinaires — fr.	25,000
Soit au total. . fr.	4,457,569

Ces chiffres comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1921 accusent une augmentation de :

Dépenses ordinaires fr.	166,784
— extraordinaires	25,000
Fr.	191,784

tandis que l'ensemble des diminutions n'atteint que fr. 9,370
d'où une majoration globale de . . fr. 182,414

* * *

Votre Section centrale s'est préoccupée attentivement de la réduction possible des crédits demandés pour 1922.

(1) Budget, n° 24.

(2) La Commission spéciale était composée :

1. Des membres de la *Commission permanente des Colonies* : MM. Tibbaut, président, Branquart, Brifaut, de Béthune, Fischer, Forthomme, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Richard, Tschoffen, Van Gauwelaert et Van Remoortel.

2. Six membres nommés par les *Sections* : MM. Vanden Corput, Van Hoeck, Forthomme, de Kerchove d'Exaerde, Eckelers et Richard.

De nombreux postes du budget ont fait l'objet d'observations et de demandes d'explication.

Vous trouverez en annexe les questions posées par votre rapporteur et les réponses qu'a bien voulu y faire M. le Ministre des Colonies.

Il en résulte que « *le nombre des fonctionnaires et employés du département est inférieur à l'effectif organique et notablement moins élevé qu'en 1914.* »

Il en résulte encore que « *le rapport existant entre les fonctionnaires supérieurs (8 Directeurs généraux, 9 Directeurs et 20 sous-Directeurs) et les effectifs organiques des autres fonctionnaires et agents est de 18 p. c. au Département des Colonies, alors qu'il varie de 26 à 43 p. c. dans les autres Départements ministériels.* ».

Nous n'avons pu que prendre acte de ces déclarations et nous féliciter des ce qu'un effort ait été fait pour amener une réduction du personnel, notamment de ce que certains agents disparus depuis 1914 n'aient pas été remplacés.

Nous sommes cependant restés sous l'impression qu'on pourrait dans ce sens faire davantage encore.

L'argument tiré du rapprochement entre le nombre des fonctionnaires supérieurs au Département des Colonies et le nombre des mêmes fonctionnaires dans les autres départements n'est décisif qu'en ce qui concerne ces derniers.

Il y a partout pléthore de fonctionnaires — supérieurs et autres.

Cette surabondance se manifesterait au Ministère des Colonies moins qu'ailleurs...

Un moindre mal reste un mal.

Votre Section centrale a estimé qu'il y avait lieu d'insister auprès de M. le Ministre des Colonies pour qu'il persévère dans la voie où il s'est engagé et notamment pour que, sauf nécessité absolue et urgente, il ne procède pas aux nominations à des emplois laissés vacants par la disparition de leurs titulaires. Il résulte au surplus de la réponse de M. le Ministre des Colonies que le nombre des fonctionnaires prévus par les règlements organiques est supérieur au nombre des fonctionnaires nécessaires pour assurer les divers services du Département. Il y aurait donc lieu à revision du statut organique.

*
* *

Les fonctionnaires du Musée de Tervueren se plaignent de ce que le barème de leurs traitements ne soit pas en harmonie avec celui dont jouissent les fonctionnaires des autres administrations centrales par application de l'arrêté royal du 28 mars 1921.

Nous soumettons plus loin à la Chambre la question posée par nous à ce sujet et la réponse qui y a été faite.

Il semble qu'une confusion ait été commise.

Le Musée de Tervueren dépendait du Budget colonial.

En 1920, cette situation a été modifiée et les dépenses afférentes à ce Musée ont été supportées par le Budget Métropolitain.

Cette mesure est demeurée sans effet sur le traitement des agents du Musée, sauf que a) la question de leur pension s'est trouvée réglée comme elle l'est pour tous les fonctionnaires; b) ils profitent des relèvements de traitements accordés par mesure générale *postérieurement* au transfert.

La Chambre (session de 1919-1920) s'est ralliée à cette solution.

Votre Section centrale, préoccupée de la nécessité impérieuse de comprimer les dépenses, a estimé ne pouvoir la modifier.

* * *

Divers membres des Sections ont insisté pour que le Gouvernement intensifie les mesures propres à susciter chez les Belges le désir de faire carrière dans la Colonie.

Nous connaissons trop peu les ressources presque inépuisables d'une Colonie riche entre toutes et qui n'attend que des capitaux et des travailleurs pour fournir son plein rendement.

M. le Ministre nous a signalé que 1,200 conférences seraient données sur ce sujet pendant l'année 1922.

Le Département alimentera régulièrement la presse, non de communiqués dont le public belge accepte difficilement l'optimisme officiel, mais de documents qui fourniront aux journalistes la matière d'articles originaux.

Il faut tendre surtout à développer au Congo l'initiative privée, quitte à la surveiller et à l'encourager.

Tandis que certaines sociétés particulières recrutent difficilement leur personnel, l'État a examiné depuis l'armistice 14,000 demandes d'engagements!

L'administration pourrait utilement signaler à la direction des sociétés celles de ces demandes auxquelles elle n'a pu faire droit et aux candidats l'intérêt qu'il y aurait pour eux à s'orienter du côté des entreprises privées.

* * *

Un grave problème a retenu particulièrement l'attention de votre Commission des Colonies et de votre Section centrale.

Il est urgent d'équiper la Colonie — il est difficile de se procurer pour ce faire les capitaux nécessaires.

Nous possédons contre l'Allemagne une créance dont le recouvrement se poursuit péniblement.

Ne devrions-nous pas envisager le règlement de partie de cette créance en nature?

Après un examen approfondi de la question, nous avons estimé que, pour ce qui regarde les fournitures à faire en Afrique et moyennant certaines précautions indispensables, la réponse doit être affirmative.

La Chambre a manifesté unanimement et avec une insistance plusieurs fois répétée, sa bonne volonté de voir poursuivre sans délai et mener à bonne fin,

avec toute la célérité possible, les grands travaux indispensables à la mise en valeur de la Colonie.

Un immense matériel est nécessaire pour que ces travaux amorcés ou simplement prévus (construction ou aménagement de chemins de fer, de ponts, de routes, de ports fluviaux, d'habitations, d'installations d'hygiène, etc.), s'effectue normalement.

La Colonie a donc un avantage immédiat et trop évident à recevoir, sans décaisser des capitaux qu'elle devrait demander à l'emprunt, le matériel exigé par l'exécution de ces travaux.

Mais deux objections se présentent dont la gravité ne vous échappera pas.

Ce mode de réparation ne va-t-il pas engager les Allemands à s'infiltrer dans la Colonie et la nécessité de mettre en œuvre le matériel livré par eux ne leur sera-t-elle pas un prétexte qui justifierait cette invasion nouvelle?

Sans doute il y a là un danger.

Mais il dépendra de notre vigilance qu'il y soit paré.

Nous aurons à veiller à ce que le matériel fourni soit monté ou employé par la main-d'œuvre belge et indigène.

Le Gouvernement est armé pour assurer le respect de cette règle. Il dépendra de lui qu'elle soit observée.

Accepter les réparations en nature objecte-t-on encore, c'est causer le plus grave préjudice à l'industrie nationale.

Nous ne le pensons pas, s'il s'agit de fournitures à faire à la Colonie dans les conditions que nous indiquons.

Remarquons d'abord que repousser l'offre de réparations en nature c'est sans doute priver la Colonie d'un matériel dont elle a un besoin urgent, ce n'est pas assurer à notre industrie la commande de ce matériel.

Nous manquons d'argent. Combien de temps nos industriels attendront-ils la conclusion de marchés qui grèveraient lourdement le Trésor ?

Observons ensuite que le matériel fourni par l'Allemagne, nous ne pourrions l'utiliser sans recourir aux industries nationales pour obtenir les fournitures nécessaires pour le mettre en œuvre et ajoutons que les besoins de la Colonie augmenteront avec ses ressources.

Le Congo mieux outillé commandera davantage ; nos usines ne pourront que profiter de sa prospérité.

Enfin, il va de soi que le Gouvernement devra s'attacher à obtenir avant tout de l'Allemagne la livraison de matières premières et de matériel que notre pays ne saurait fournir.

Sous ces réserves, votre Commission a pensé qu'il y avait lieu d'engager le Gouvernement à mettre de la sorte à profit sa créance contre l'Allemagne pour assurer l'équipement de notre Colonie.

*
* *

La Commission des Colonies et la Section Centrale vous proposent l'adoption du projet de budget pour 1922.

Le Rapporteur,
PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,
E. TIBBAUT.

Questions posées

par M. Tschoffen, rapporteur, au nom de la Commission spéciale
et réponses de M. le Ministre.

I.

Une modification ne vient-elle pas d'être apportée dans le régime linguistique appliqué au Musée de Tervueren ? Quelle en est la portée ? Quelle en est la justification ?

RÉPONSE.

Le Musée colonial de Tervueren est une institution nationale, intéressant également tous nos concitoyens sans distinction de langue. Aussi l'application de la loi du 31 juillet 1921 a-t-elle été réglée pour cette institution de manière à tenir complètement compte de ce caractère.

1° Dans les rapports avec le public il est fait usage des deux langues, soit simultanément quand il s'agit de communications s'adressant à tous, soit de l'une ou de l'autre langue d'après les destinataires.

Cependant et malgré les instructions anciennes et réitérées, il reste dans les salles d'exposition un assez grand nombre de mentions et étiquettes rédigées en français seulement. Des mesures sont prises pour mettre fin à cette situation.

2° Les collaborateurs scientifiques du Musée font leurs travaux dans la langue de leur choix. C'est une liberté qu'ils ont toujours eue et qui leur est maintenue.

3° Quant à la correspondance administrative qui n'intéresse ni le public, ni le fonctionnement scientifique du Musée, elle est régie par l'article premier de la loi.

Pour les ordres de service il a été prescrit qu'ils se feront dans les deux langues à raison du fait qu'un certain nombre de fonctionnaires et d'agents qui font partie du personnel du Musée ne connaissent pas le flamand.

Pour la correspondance avec les tiers, il est procédé comme le prescrit la loi.

Toutes ces mesures sont strictement conformes à la Constitution et à la loi.

II.

Est-il exact que le barème des traitements des fonctionnaires du Musée de Tervueren n'est pas en harmonie avec le barème applicable à tous les fonctionnaires des administrations centrales tel qu'il a été prévu par l'arrêté royal du 25 mars 1921 ?

S'il en est ainsi, quelle est la raison de cette différence ? Quelles en sont les conséquences budgétaires ?

Le personnel de ce Musée ne peut-il être réduit ?

RÉPONSE.

Lorsqu'en 1920, les dépenses du Musée de Tervueren ont été transférées du budget colonial au budget métropolitain, il a été entendu expressément (*document parl. n° 56, session 1919-1920*) que ce transfert ne constituerait pas pour le personnel un titre à un remaniement du barème, mais que la question des pensions des fonctionnaires et agents de ce Musée, qui avait si souvent préoccupé la législature, se trouverait ainsi réglée.

Le rapport fait au nom de la Section centrale par M. de Selys-Lonchamps sur le budget métropolitain de 1920 (*document parl. n° 206, session 1919-1920*) insiste sur le même point.

Il ne peut être question de revenir sur les termes dans lesquels le Parlement a ainsi autorisé le transfert dont s'agit et le rendre après coup plus onéreux pour le Trésor public belge.

Mais le principe ainsi admis n'a jamais eu pour but de priver le personnel des relèvements de traitement accordés par mesure générale *postérieurement* au transfert.

Aussi, le budget métropolitain de l'exercice 1922, distribué aux membres de la Chambre des Représentants, comporte-t-il à l'article 12 une mention signalant que l'augmentation des crédits demandés comprend la somme nécessaire aux relèvements à accorder au personnel du Musée de Tervueren.

L'effectif du personnel du Musée du Congo Belge ne peut être réduit. Il est en rapport avec l'importance de cet établissement. Supprimer une partie du personnel scientifique, dont l'effectif n'est pas exagéré, ce serait diminuer de façon sensible l'utilité des études qui s'y poursuivent, enrayer le développement des collections et nuire au renom de la science belge.

Quant à réduire le personnel subalterne, il n'y faut pas songer : l'entretien des collections et des locaux en pâtirait fâcheusement. Il est à noter que des agents de ce personnel, qui ont disparu au cours des dernières années, un seul a été remplacé depuis 1918.

III.

Quelles sont, dans le détail, les raisons qui justifient l'augmentation de 166,270 francs prévue à l'article 2?

Le nombre des fonctionnaires a-t-il été augmenté?

RÉPONSE.

I. L'augmentation de 166,270 francs prévue à l'article 2 est justifiée :

1° par l'application des dispositions de l'arrêté royal du 21 mars 1921 unifiant les traitements des fonctionnaires et employés des Administrations Centrales des Départements ministériels et par l'application de l'arrêté royal du 17 mars 1921 fixant les traitements et indemnités du personnel en disponibilité ;

2° par l'imputation à charge du crédit de l'article 2 des secours à accorder

aux héritiers des fonctionnaires et employés décédés, pour frais de dernière maladie et de funérailles (A. R. du 17 mars 1921 s'appliquant à tous les Départements) ;

3° par les promotions et augmentations normales à accorder en 1922.

II. Le nombre des fonctionnaires n'a pas été augmenté.

IV.

N'y aurait-il pas moyen de réduire le nombre des fonctionnaires et employés de l'administration centrale ? Notamment, le nombre des directeurs généraux, directeurs et sous-directeurs n'est-il pas excessif ?

Quelles sont les attributions de chacun d'eux ?

RÉPONSE :

Le Ministre estime qu'en tout temps, mais particulièrement pendant la crise que traverse le pays, l'effectif des administrations publiques doit être fixé au minimum indispensable.

C'est pourquoi les nombreux fonctionnaires et employés décédés, démissionnés ou pensionnés depuis le 1^{er} août 1914 n'ont pas été remplacés, sauf dans une mesure très réduite, notamment par le rappel à l'activité de certains d'entre les fonctionnaires et agents placés dans la position de disponibilité en vertu de l'arrêté royal du 28 juillet 1914 qui, à la veille de la guerre, a réorganisé l'administration centrale du département des Colonies. Il est à noter que par application de cet arrêté, dont les dispositions relatives à la mise en disponibilité ont été renforcées par celles de l'arrêté royal du 17 mars 1921 — applicable à tous les départements ministériels — ces agents repris à l'effectif bénéficiaient d'un traitement égal à leur dernier traitement d'activité, lequel a été relevé comme ceux de tous les agents de l'État.

A l'heure actuelle, le nombre des fonctionnaires et employés du département est inférieur à l'effectif organique et notablement moins élevé que celui de 1914.

Il suffit à peine à l'expédition des affaires et ne pourrait en ce moment être réduit sans grave inconvénient dont la Colonie serait la première à souffrir.

Le nombre des directeurs généraux, directeurs et sous-directeurs n'est pas excessif. Il est même à remarquer que le rapport existant entre le nombre de ces fonctionnaires supérieurs et l'effectif des autres fonctionnaires et agents — effectifs organiques — est de 18 p. c. au département des Colonies alors qu'il varie de 26 à 43 p. c. dans les autres départements ministériels.

Cet effectif des fonctionnaires supérieurs se justifie par la diversité des attributions du Ministère des Colonies, lesquelles s'étendent à toutes les branches d'activité d'un Gouvernement — politique, finances, justice, sécurité, travaux publics, agriculture, instruction, industrie, commerce, etc.

Les attributions des huit directeurs généraux prévus au budget et d'un

directeur chef de service se répartissent comme suit : Justice et Affaires indigènes, Affaires politiques et administratives, Finances, Domaine, Industrie et Commerce, Travaux Publics, Personnel et Force publique, Cultes et Instruction publique, Agriculture, Affaires générales et Approvisionnements.

Quant aux directeurs et sous-directeurs, sous les ordres des directeurs généraux, ils étudient les questions de leur compétence spéciale et dirigent le travail des sections — subdivisions des services — à la tête desquelles ils sont placés.

Les sections, au nombre de vingt-trois, ont respectivement, en résumé, les attributions suivantes :

- 1) Administration de la Justice, notariat, législation civile et commerciale;
- 2) politique indigène, impôts indigènes;
- 3) institutions politiques et organisation administrative, législation pénale, régime pénitentiaire, service de l'état-civil et des successions, rapports avec le Conseil colonial;
- 4) affaires étrangères, rapports avec les consuls, extraditions;
- 5) douanes, impôts personnels et accises, perception des impôts indigènes, perception des revenus du Domaine;
- 6) budgets, Dette publique;
- 7) comptabilité générale des recettes et dépenses sur les budgets coloniaux, comptes des régies, ordonnancement des dépenses de la Colonie à liquider en Europe;
- 8) ordonnancement et comptabilité des dépenses sur le budget métropolitain, Caisse d'Épargne;
- 9) domaine, concessions domaniales, industrielles, minières et de services publics;
- 10) commerce, industrie, immigration, Office colonial, documentation, propagande, enregistrement des brevets et marques de fabrique, statistiques économiques;
- 11) régime foncier, cadastre (partie administrative);
- 12) travaux publics et bâtiments civils, service hydrographique, concessions de services publics (établissement des conditions techniques);
- 13) navigation, chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones;
- 14) service général du personnel colonial et métropolitain;
- 15) force publique, service géodésique, cartographique et cadastral;
- 16) enseignement et préparation coloniale (école coloniale, école de médecine tropicale), musée, bibliothèque, instruction publique au Congo, cultes, bienfaisance;
- 17) hygiène;
- 18) agriculture indigène, colonisation agricole, service forestier, concessions forestières et agricoles (établissement des conditions techniques, jardin colonial);
- 19) service vétérinaire, élevage, météorologie;
- 20) indicateurs, service de la traduction, expédition, bulletin officiel, conservation des originaux de décrets et arrêtés, ordres, légalisations;
- 21) approvisionnements, achats et adjudications, transports et assurances, économat, matériel et fournitures de l'administration centrale;
- 22) comptabilité des matières, contrats de navigation et d'assurances;
- 23) pensions coloniales, Caisse des Veuves et Orphelins du département.

Il est à remarquer qu'au Ministère des Colonies le Secrétaire Général ne dirige pas de service spécial comme dans les autres départements. Il est l'assistant immédiat du Ministre, distribue les affaires aux services et surveille le travail de ceux-ci, émettant avis sur tout les rapports soumis au Chef du Département et signant en son nom une grande partie de la corres-

pondance. Il n'est assisté dans sa lourde tâche que par un fonctionnaire et un employé.

Vu la diversité des matières traitées par le département, le nombre prévu de directeurs généraux, directeurs et sous-directeurs inférieur proportionnellement à celui des autres départements, est nécessaire pour que l'administration puisse, en leur offrant une situation convenable, s'assurer la collaboration de fonctionnaires compétents pour diriger ses services et, d'autre part, donner à ceux qui travaillent sous leurs ordres la perspective d'une amélioration de situation qui les incite à consacrer à leur tâche spéciale tout leur temps, même en dehors des heures de service. Le rendement général s'en ressent d'heureuse façon.

V.

Le Conseiller juridique ne fait-il pas double emploi avec l'avocat du Département ?

Son maintien apparaît-il comme indispensable ?

Au cours de l'exercice dernier, le Département a-t-il eu fréquemment recours à ses lumières ?

RÉPONSE.

La situation du Conseiller juridique a été fixée par l'Arrêté royal organique du 28 juillet 1914.

En vertu de l'article 45 de cet arrêté, il est chargé de faire rapport sur les projets de loi et de décrets élaborés par les services de l'administration centrale, sur la légalité et l'opportunité des projets de règlements d'administration générale, ainsi que sur les affaires contentieuses soumises spécialement à son examen.

Il ne fait pas double emploi avec l'avocat du Département, lequel intervient dans les affaires litigieuses et plaide devant les cours et tribunaux.

Le maintien du Conseiller juridique se justifie.

Il a été appelé à examiner de nombreuses questions et ses avis sont d'une grande utilité.

Il ne faut pas confondre ces fonctions avec celles de Conseiller de Gouvernement établies après l'armistice ; le Conseiller juridique existe au Département depuis 1914.

VI.

Quels sont les divers postes qui forment le total de 335,000 francs, prévus à l'article 5 litt. a ?

RÉPONSE :

Les divers postes formant le total de 335,000 francs prévus à l'article 5 litt. a, sont les suivants :

A) Fournitures de bureau, imprimés, registres, livres, papiers, reliures, abonnements à des journaux et publications diverses, frais de transport,

impression de la documentation destinée au Conseil colonial, ports de lettres, achat et réparation de machines à écrire et à calculer, etc. Fr. 125,000.—

B) Abonnements et communications téléphoniques. » 10,000.—

C) Mobilier, matériel, entretien des locaux, réparations, chauffage, éclairage, eaux, voirie, des bureaux répartis dans huit bâtiments séparés et de l'Hôtel du Ministre ; automobile; essence, matériel, réparations et entretien etc. » 200,000.—

Note du rapporteur :

« La Commission a estimé que cette réponse ne lui fournissait pas la documentation désirée. »

VII

Quel est le total des dépenses nécessitées par le fonctionnement du Conseil colonial.

Sous quel article du budget le trouve-t-on?

RÉPONSE.

Le fonctionnement du Conseil colonial nécessite une dépense annuelle de 100,000 francs.

Ce poste est prévu au budget du Congo belge article 30, litt. B.

Note du Rapporteur :

« La Commission a estimé qu'il y avait lieu de prendre les mesures nécessaires au besoin en envisageant sur ce point une revision de la Charte coloniale, pour que cette dépense soit portée, comme cela semble naturel, au Budget Métropolitain.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN KOLONIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1922

(Uitgaven van het Moederland (1))

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TSCHOFFEN.

MIJNE HEEREN,

De begrooting, waansverhaal in dit verslag gant, voorziet,

Voor de gewone uitgaven en buitengewone uitgaven	4 452,569
— buitengewone	125,000

Té samen. . fr. 4.577,569

Vergeleken met de voor 1921 verleende credieten, tonnen deze cijfers een verhoging aan de

Gewone uitgaven	fr.	166.784
Buitengewone uitgaven		25.000
	Fr.	<u>191.784</u>

Terwijl al de verminderingen te samen slechts bedragen fr. 9.370

Daaruit volgt een algemeene vermeerdering van fr. 182.414.

*
*
*

(1) Begrooting van 1921.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie:

1. De leden van de Bestendige Commissie voor de Koloniën: De heeren Tibbaut, voorzitter, Branquart, Billaud, de Bethune, Fischer, Porthomme, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Richard, Tschoffen, Van Caillie, Van der Linden, Van der Linden.

2. Zes leden van de Bijzondere Commissie: De heeren Vanden Borgh, Van Hoeck, Porthomme, de Kersbeke, Bando, Bando, Bando, Bando, Bando, Bando.

Uwe Middenafdeeling wijdde hare bijzondere aandacht aan de mogelijke vermindering der credieten aangevraagd voor 1922.

Over talrijke begrootingsposten werden aanmerkingen in 't midden gebracht en verklaringen gevraagd.

In de bijlage vindt gij de vragen, door uw verslaggever gesteld, alsmede de antwoorden, door den Minister van Koloniën er op gegeven.

Daaruit blijkt dat het aantal ambtenaren en beambten van het Departement lager is dan dit bij de regelingswet voorzien en merkelyk lager dan dit in 1914.

Daaruit blijkt nog dat de verhouding tusschen de hoogere ambtenaren (acht Directeurs-generaal, negen Directeurs en twintig Onderdirecteurs) en het bij de regelingswet voorziene aantal overige ambtenaren en agenten 18 t. h. bedraagt in het Departement van Koloniën, wanneer die verhouding in de overige Ministerieele Departementen schommelt tusschen 26 en 43 t. h.

Wij konden enkel akte nemen van deze verklaringen en ons gelukwenschen over de gedane poging ten einde vermindering van het personeel te bewerken, namelijk door het niet vervangen van sommige, sedert 1914 verdwenen agenten.

Toch bleven wij onder den indruk, dat er in dezen zin nog meer kon worden verricht.

De bewijsgrond, getrokken uit de vergelijking tusschen het aantal hoogere ambtenaren van het Departement van Koloniën en het aantal derzelfde ambtenaren in de overige Departementen, is slechts beslissend voor wat deze laatsten betreft.

Overal is overvloed aan ambtenaren — hoogere en andere.

Het schijnt dat deze overvloed zich in het Ministerie van Koloniën minder zou doen blijken dan elders...

Een kleiner kwaad blijft een kwaad. Uwe Middenafdeeling was van oordeel dat het noodig was bij den Minister van Koloniën aan te dringen opdat hij zou volharden op den ingeslagen weg en dat hij, namelijk, behalve als het volstrekt en dringend noodzakelyk is, geene nieuwe benoemingen zou doen voor plaatsen die openvallen door het verdwijnen hunner titularissen.

Het blijkt, overigens, uit het antwoord van den Minister dat het aantal ambtenaren, voorzien door de regelingsreglementen, hooger is dan het aantal ambtenaren die noodig zijn om de verschillende diensten van het Departement te verzekeren. Het zou dus goed zijn het organiek statuut te herzien.

* * *

De ambtenaren van het Museum van Tervueren klagen er over, dat het barema van hunne jaarwedden niet in overeenstemming is met dat der ambtenaren van de overige middenbesturen bij toepassing van het Koninklijk besluit van 25 Maart 1921.

Verder onderwerpen wij aan de Kamer de vraag, welke wij hieromtrent hebben gesteld, alsmede het daarop gegeven antwoord.

Ons dunkt, dat er eene verwarring heeft plaats gehad.

Het Museum van Tervueren hing af van de Koloniale begrooting.

In 1920 werd deze toestand gewijzigd en de uitgaven, voor dit Museum bestemd, werden gedragen door de Begrooting van het Moederland.

Deze maatregel bleef zonder gevolg, wat de jaarwedde betreft van de agenten van het Museum, behalve dat a) de kwestie van hun pensioen geregeld werd zooals voor al de ambtenaren; b) zij de verhoogingen van jaarwedde ontvangen welke, bij algemeen en maatregel, na de overbrenging werden verleend.

Deze oplossing werd door de Kamer (zittingsjaar 1919-1920) goedgekeurd.

Uwe Middenafdeeling, die bezorgd is om de dringende noodzakelijkheid de uitgaven in te krimpen, was van oordeel dat deze maatregel niet mocht gewijzigd worden.

* * *

Onverschiedene leden der Afdeelingen drongen er op aan, dat de Regeering nog meer maatregelen zou nemen om bij de Belgen den lust te doen ontstaan, eene koloniale loopbaan te kiezen.

Wij zijn te weinig bekend met de nagenoeg onuitputbare bronnen van eene onvergelykbaar rijke kolonie welke slechts kapitalen en werkkrachten noodig heeft om haar volle opbrengst te leveren.

De Minister heeft er ons op gewezen dat, gedurende het jaar 1922, 1,200 voordrachten over dit onderwerp zullen gehouden worden.

Het Departement zal regelmatig aan de dagbladpers mededeelingen zenden, niet van die welke het Belgisch publiek om hun officieel optimisme moeilijk kan aannemen, maar die bewijsmateriaal zijn dat de dagblad-schrijvers tot oorspronkelijke artikels kunnen omwerken.

Er moet vooral naar gestreefd worden, in Congo het privaat initiatief op te wekken, zonder na te laten dit initiatief na te gaan en te bevorderen.

Terwijl sommige particuliere maatschappijen moeizaam hun personeel aanwerven, heeft de Staat, sedert den wapenstilstand, 14,000 aanvragen voor dienstneming onderzocht.

Het Bestuur zou nuttig werk doen, door aan de directie der maatschappijen die aanvragen te doen kennen, welke het niet kan inwilligen, en tevens de kandidaten er op te wijzen, welk belang zij er bij kunnen hebben om zich tot de private ondernemingen te wenden.

* * *

Een gewichtig punt heeft inzonderheid de aandacht van uwe Commissie voor de Koloniën en van uwe Middenafdeeling beziggehouden.

Er is haast bij, de Kolonie uit te rusten; — daartoe is het moeilijk zich de noodige kapitalen aan te schaffen.

Op Duitschland hebben wij eene schuldvordering, waarvan de vereffening zeer bezwaarlijk geschiedt.

Zouden wij de regeling in natura van een gedeelte dezer schuldvordering niet moeten in aanmerking nemen?

Na deze vraag grondig te hebben onderzocht, meenen wij dat daarop bevestigend moet geantwoord worden wat betreft de leveringen te doen in Afrika en mits zekere onontbeerlijke voorzorgen.

Herhaaldelijk heeft de Kamer eenparig en met nadruk haren goeden wil geuit om, zonder verwijl en met al den mogelijken spoed, de groote werken te zien voortzetten en voltooiën, welke noodig zijn om de Kolonie productief te maken.

Een aanzienlijk materieel is er noodig om deze aangevangen of enkel voorziene werken (aanleg of inrichting van spoorwegen, bruggen, wegen, rivierhavens, woningen, gezondheidsinstellingen, enz.) hun normaal verloop te geven.

De Kolonie heeft er dus een dadelijk en een zeer blijkbaar voordeel bij, het noodige materieel voor de uitvoering dezer werken te ontvangen, zonder uitgave van de kapitalen welke zij aan de leening zou moeten vragen.

Doch twee opwerpen doen zich voor, waarvan de ernst aan niemand zal ontsnappen.

Zal deze wijze van herstel de Duitschers niet aanzetten om in de Kolonie binnen te zijpelen, en zal de noodzakelijkheid om het door hen geleverde materieel in werking te zetten, niet een voorwendsel zijn om dezen inval te kunnen wettigen?

Daar is ongetwijfeld een gevaar bij. Doch van onze waakzaamheid hangt het af, dit af te weren.

Wij moeten er voor zorgen, dat het geleverde materieel door Belgische en inlandsche arbeiders wordt opgesteld of gebruikt.

De Regeering is gewapend om de naleving van dezen regel te verzekeren. Van haar hangt het dus af dat hij wordt nageleefd.

Door herstel in natura aan te nemen, zoo wordt er nog beweerd, veroorzaakt men de grootste schade aan 's Lands nijverheid. Wij denken het niet, bijaldien het geldt leveringen te doen aan de Kolonie onder de door ons aangeduide voorwaarden.

Merken wij vooreerst op, dat door het aanbod van herstel in natura af te wijzen, de Kolonie ongetwijfeld beroofd wordt van een materieel dat zij dringend noodig heeft, zonder dat aan onze nijverheid daarom de bestelling van dit materieel wordt verzekerd.

Wij hebben gebrek aan geld. Hoelang zullen onze nijveraars wachten op het afsluiten van handelsecontracten welke de Schatkist zwaar zouden belasten?

Merken wij vervolgens op, dat wij het door Duitschland geleverd materieel niet zullen kunnen gebruiken, zonder ons te wenden tot onze eigen nijverheid om de noodige leveringen te bekomen tot het in bedrijf stellen daarvan; en wij voegen er bij, dat de behoeften der Kolonie met hare middelen zullen vergrooten.

Hoe beter Congo zal uitgerust zijn, hoe meer zal hij bestellen; onze fabrieken kunnen enkel winnen bij zijn bloei.

Eindelijk, het spreekt vanzelf dat de Regeering er zich moet op toeleggen, eerst en vooral van Duitschland de levering te bekomen van grondstoffen en van materialen, welke ons land niet kan leveren.

Onder dit voorbehoud, is uwe Commissie van oordeel, dat het oorbaar was de Regeering aan te zetten, derwijze hare schuldvordering tegen Duitschland dienstbaar te maken aan de uitrusting onzer Kolonie.

*
* *

De Commissie der Koloniën en de Middenafdeeling stellen U voor, het Begrootingsontwerp voor 1922 goed te keuren.

De Verslaggever,

PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.



VRAGEN

gesteld door den heer Tschoffen, verslaggever, namens de
Bijzondere Commissie, en antwoorden van den Minister.

—

I.

Werd in de taalregeling, toegepast op het Museum te Tervueren, onlangs geene wijziging gebracht? Welk is de draagwijdte ervan? Hoe wordt zij gerechtvaardigd?

ANTWOORD.

Het Koloniaal Museum te Tervueren is eene nationale instelling, waar al onze medeburgers, zonder onderscheid van taal, op gelijke wijze belang bij hebben. Ook werd de wet van 31 Juli 1921 op deze instelling toegepast derwijze dat gemelde aard volkomen in acht werd genomen.

1^o In de betrekkingen met het publiek wordt van beide talen gebruik gemaakt, hetzij van beide tegelijk wanneer het kennisgevingen geldt die tot iedereen worden gericht, hetzij van eene der beide talen volgens de taal van de belanghebbenden.

Ondanks de vroegere en herhaalde onderrichtingen zijn er echter in de tentoonstellingszalen nog steeds een vrij aanzienlijk getal opschriften en etiketten, die enkel in het Fransch zijn opgesteld. Maatregelen zijn genomen om aan dien toestand een einde te maken;

2^o De wetenschappelijke medewerkers van het Museum stellen hun werk in de taal, welke zij verkiezen. Deze vrijheid hebben zij steeds gehad en blijven zij ook behouden.

5^o De taal voor de bestuursstukken, die noch het publiek noch de wetenschappelijke werking van het Museum aanbelangen, wordt geregeld door het eerste artikel der wet.

De dienstbevelen zullen in beide talen geschieden, omdat een zeker getal ambtenaren en beambten van het personeel de Vlaamsche taal niet machtig zijn.

De briefwisseling met derden wordt geregeld naar de bepalingen der wet.

Al deze maatregelen komen volstrekt overeen met de Grondwet en met de wet.

II.

Is het juist dat de wedderooster der ambtenaren van het Museum te Tervueren niet overeenkomt met het barema, dat van toepassing is op al de ambtenaren der middenbesturen, zooals werd voorzien bij Koninklijk besluit van 28 Maart 1921?

Is dit alzoo, welke is dan de reden van dit verschil? En welken weerslag heeft zulks op de begroting?

Kan het personeel van dit Museum niet worden vermindert?

ANTWOORD.

Toen, in 1920, de uitgaven van het Museum van Tervueren werden overgedragen van de koloniale begroting naar de begroting voor het moederland, werd nadrukkelijk verstaan (*Gedrukte Stukken*, n^o 56, zittingsjaar 1919-1920) dat deze overdracht voor het personeel geen titel zou wezen tot herziening van hun barema, doch dat het vraagstuk der pensioenen van de ambtenaren en beambten van dit museum, waarmede de wetgeving zich zoo vaak had beziggehouden, op die wijze zou geregeld zijn.

Het verslag over de begroting van het moederland, namens de Middenafdeeling uitgebracht door den heer de Selys-Longchamps (*Gedrukte Stukken*, n^o 206, zittingsjaar 1919-1920) vestigt, nogmaals de aandacht op dit punt.

Er kan geen sprake van zijn, de voorwaarden, waaronder het Parlement tot bedoelde overdracht machtiging gaf, te wijzigen en deze machtiging, na hare tenuitvoerlegging, nog zwaarder te maken voor 's Rijks Schatkist.

Het aldus aangenomen beginsel heeft echter nooit ten doel gehad, het personeel te berooven van de weddeverhoogingen, welke bij algemeen maatregel na de overdracht werden toegekend.

Ook komt er in artikel 12 van de begroting van het moederland voor het dienstjaar 1912 eene melding voor, waaruit blijkt dat de verhooging van de aangevraagde credieten de som bevat, welke noodig is tot de weddeverhoogingen van het personeel van het Museum te Tervueren.

Het effectief van het personeel van het Museum van Belgisch Congo kan niet worden vermindert. Het staat in verhouding tot de belangrijkheid van deze instelling. Moest men een gedeelte van het wetenschappelijk personeel, waarvan het getal niet overdreven is, afschaffen, dan zou men op gevoelige wijze doorgezette studiën belemmeren, de uitbreiding der verzamelingen stremmen en de faam van onze Belgische wetenschap benadeelen.

Wat het lager personeel betreft, daar valt aan geene vermindering te denken: het onderhoud der verzamelingen en der lokalen zou er fel onder lijden. Hier dient te worden gewezen op dit feit dat van de leden van dit per-

soneel, die tijdens de jongste jaren zijn verdwenen, slechts een enkele sedert 1918 werd vervangen.

III.

Welke zijn, omstandig beschreven, de redenen waardoor de vermeerdering van 166,270 frank, voorzien bij artikel 2, wordt gebillijkt ?

Werd het getal ambtenaren verhoogd ?

ANTWOORD.

I. — De vermeerdering van 166,270 frank, voorzien bij artikel 2, wordt gebillijkt als volgt :

1^o Door de toepassing der bepalingen van het Koninklijk besluit van 21 Maart 1921, eenheid brengende in de wedden van de ambtenaren en beambten der Middenbesturen van de Ministerieele Departementen en door de toepassing van het Koninklijk besluit van 17 Maart 1921, waardoor de wedden en vergoedingen van het beschikbaar gestelde personeel worden bepaald;

2^o Door de uittrekking op artikel 2 van den te verleenen onderstand aan de erfgenamen der overleden ambtenaren en beambten, voor kosten van laatste ziekte en van begrafenis. (K. B. van 17 Maart 1921 van toepassing op al de Departementen);

3^o Door de regelmatige bevorderingen en verhoogingen in 1922 toe te kennen.

II. — Het getal ambtenaren werd niet verhoogd.

IV.

Is er geen middel om het getal ambtenaren en beambten van het Middenbestuur te verminderen? Is, inzonderheid, het getal algemeenebestuurders, bestuurders en onderbestuurders niet overdreven ?

ANTWOORD.

De Minister is van gevoelen dat te allen tijde, maar vooral gedurende de crisis welke het land beleeft, het effectief der openbare besturen tot op zijn minimum moet worden gesteld.

Om die reden werden de talrijke ambtenaren en beambten, die sedert 1 Augustus overleden, ontslagnemend of gepensionneerd zijn, niet vervangen, tenzij in zeer geringe mate, namelijk door de wederdienstneming van sommige ambtenaren en beambten, in beschikbaarheid gesteld krachtens het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914, waardoor, juist vóór den oorlog, het Middenbestuur van het Departement van Koloniën werd heringericht. Er dient te worden opgemerkt dat, door toepassing van dit besluit, waarvan de bepalingen betreffende de beschikbaarstelling werden verscherpt door de bepalingen van het Koninklijk besluit van 17 Maart 1921 — toepasselijk op de ministerieele departementen — deze beambten, terug in het kader opgenomen, eene wedde hadden, die gelijk stond met hunne laatste

wedde in actieven dienst, welke verhoogd werd evenals al de wedden des Staatsbeambten.

Heden ten dage is het getal ambtenaren en beambten van het Departement lager dan het organiek effectief en merkelyk lager dan het getal van 1914.

Nauwelijks volstaat het om de zaken af te handelen en vooralsnu kon het, zonder erge bezwaren, niet worden verminderd, bezwaren waaronder de Kolonie eerst van al lijden zou.

Het getal algemeene bestuurders, bestuurders en onderbestuurders is niet overdreven. Zelfs mag men er op wijzen dat de verhouding van het getal hogere ambtenaren tot het effectief der andere ambtenaren en beambten — organieke effectieven — in het Departement van Koloniën 18 t. h. bedraagt, terwijl in de andere ministerieele departementen die verhouding gaat van 26 tot 43 t. h.

Dit effectief der hogere ambtenaren wordt gebillijkt door de onderscheidene bevoegdheden van het Ministerie van Koloniën, bevoegdheden welke zich uitstrekken tot al de vakken van de bedrijvigheid eener Regeering : politiek, financiën, gerecht, veiligheid, openbare werken, landbouw, onderwijs, nijverheid, handel, enz.

De werkzaamheden van de acht algemeene bestuurders, in de begrooting voorzien, en van een bestuurder, hoofd van den dienst, worden verdeeld over : Justitie en Inlandsche Aangelegenheden, Politieke en Bestuurlijke Zaken, Financiën, Domeinen, Nijverheid en Handel, Openbare Werken, Personeel en Openbare Macht, Eerediensten en Openbaar Onderwijs, Landbouw, Algemeene Zaken en Bevoorrading.

De bestuurders en onderbestuurders, onder het gezag der algemeene bestuurders, onderzoeken de vraagstukken, waarvoor zij bijzonder bevoegd zijn, en besturen het werk der afdeelingen — onderverdeelingen van de diensten — aan het hoofd waarvan zij geplaatst zijn.

De afdeelingen, ten getale van drie en twintig, hebben onderscheidenlijk navolgende, beknopt weergegeven, werkzaamheid :

- 1) Beheer van de Justitie, notariaat, burgerlijke en handelswetgeving;
- 2) inlandsche politiek, inlandsche belastingen; 3) politieke instellingen en bestuursregeling, strafwetgeving, strafinstellingen, dienst van den burgerlijken stand en van de successie, betrekkingen met den Kolonialen Raad; 4) buitenlandsche zaken, betrekkingen met de consuls, nitleveringen; 5) toldienst, personeele belastingen en accijnzen, inning der inlandsche belastingen, inning der inkomsten van het Domein; 6) begrootingen, Openbare Schuld; 7) algemeene comptabiliteit van de ontvangsten en uitgaven op de Koloniebegrootingen, rekeningen der Staatsbedrijven, machtiging tot uitbetaling van de uitgaven der Kolonie die in Europa te vereffenen zijn; 8) machtiging tot uitbetalingen comptabiliteit der uitgaven op de begrooting voor het moederland, Spaarkas; 9) domein, nijverheids- en mijnvergunningen en vergunningen van openbare diensten; 10) handel, nijverheid, inwijking, Koloniale Dienst, documentatie, propaganda, registratie van brevetten en fabrieksmerken, economische statistieken; 11) grondeigendom, kadaster (bestuurlijk gedeelte);

12) openbare werken en burgerlijke gebouwen, hydrographische dienst, vergunningen van openbare diensten (vaststelling der technische voorwaarden); 13) scheepvaart, spoorwegen, post, telegrafie en telefoon; 14) algemeene dienst van het personeel in de Kolonie en in het Moederland; 15) openbare macht, aardmeetkundige, cartographische en kadastrale dienst; 16) koloniaal onderwijs en opleiding (koloniale School, School van tropische geneeskunde), museum, bibliotheek, openbaar onderwijs in Congo, eerediensten, weldadigheid; 17) hygiëne; 18) inlandsche landbouw, landbouwkolonisatie, boschdienst, boch- en landbouwvergunningen (vaststelling der technische voorwaarden), koloniale tuin; 19) veeartsenijdienst, veekweek, metereologie; 20) uitgaven voor inlichtingen, vertaaldienst, verzending, officieel bulletijn, bewaring der origineele stukken van decreten en besluiten, orden, echtverklaringen; 21) bevoorradingen, aankopen en aanbestedingen, vervoer en verzekeringen, economaat, materieel en benodigdheden van het centraal bestuur; 22) boekhouding van de stoffen, scheepvaart- en verzekeringscontracten; 23) koloniale pensioenen, kas van weduwen en weezen van het Departement.

Wij wijzen er op, dat in het Ministerie van Koloniën de Secretaris-Generaal geen bijzonderen dienst bestuurt zooals in de andere Departementen. Hij is de onmiddellijke assistent van den Minister, verdeelt de zaken over de diensten en waakt over dezer werkzaamheden; hij brengt advies uit over al de verslagen, aan het hoofd van het Departement onderworpen, en teekent in zijn naam een groot deel der stukken. In zijn zware taak wordt hij slechts bijgestaan door één ambtenaar en één bediende.

Gezien de verscheidenheid der zaken, door het Departement in behandeling genomen, is het voorziene getal algemeene bestuurders, bestuurders en onderbestuurders, — getal dat in verhouding lager is dan dat der andere Departementen —, noodzakelijk opdat het bestuur, wanneer het aan zijne medewerkers eenen betamenlijken toestand bezorgt, kunne beschikken over mannen die bevoegd zijn om de diensten te leiden; anderdeels krijgen zij, die onder hunne bevelen werken, aldus het vooruitzicht op eenen beteren toestand waardoor zij worden aangespoord om al hunnen tijd, zelfs buiten hunne diensturen, aan hunne taak te wijden. Op den dienst heeft dit een heilzamen invloed.

V.

Is de rechterlijke adviseur niet overbodig, wanneer aan het Departement reeds een advocaat is gehecht?

Moet hij volstrekt in dienst worden behouden?

Heeft het Departement, tijdens het afgelopen dienstjaar, herhaaldelijk zijne diensten noodig gehad?

ANTWOORD.

De toestand van den rechterlijken adviseur werd vastgesteld bij het organiek Koninklijk besluit van 28 Juli 1914.

Krachtens artikel 45 van dit besluit is hij gelast verslag uit te brengen over de ontwerpen van wet en van decreet, door het Middenbestuur uitgewerkt, over de wettelijkheid en de gepastheid der ontwerpen van algemeene

bestuursreglementen, alsmede over de betwiste zaken welke inzonderheid tot zijne bevoegdheid behooren.

Zijn ambt komt niet overeen met dat van den advocaat van het Departement, die optreedt in de gedingen en pleit voor de hoven en rechtbanken.

Het behoud van den rechterlijken adviseur is volkomen gewettigd.

In tal van vraagstukken werd hij geraadpleegd en zijn advies is van groot nut.

Men mag hier niet verwarren met het ambt van Regeeringsraad, dat na den wapenstilstand werd ingesteld; de rechterlijke adviseur bestaat bij het Departement seder 1914.

VI.

Door welke onderscheidene posten wordt de totale som van 350,000 frank, voorzien bij artikel 5, littera a, samengesteld?

ANTWOORD.

De onderscheidene posten, die te zamen uitmaken de totale som van 350,000 frank voorzien bij artikel 5, littera a, zijn de volgende :

A) Kantoorbehoefsten, drukwerk, registers, boeken, papier, inbinding, abonnementen op dagbladen en verschillende uitgaven, vervoerkosten, drukken van de bescheiden bestemd voor den Kolonialen Raad, briefporten, aankoop en herstelling van schrijf- en rekenmachines, enz. . fr. 125,000

B) Telefonische abonnementen en gesprekken 10,000

C) Mobilair, materieel, onderhoud der lokalen, herstellingen, verwarming, verlichting, waterleiding, wegen, van de bureelen die verdeeld zijn onder de acht afgescheiden gebouwen en van het ministerieel hotel; automobiël, benzine, materieel, herstellingen en onderhoud, enz. 200,000

Nota van den Verslaggever :

« De Commissie was van gevoelen dat dit antwoord haar niet de gewenschte inlichtingen bezorgde. »

VII.

Welk is het geheel bedrag der uitgaven wegens de werking van den Kolonialen Raad?

Onder welk artikel van de begrooting kan men het vinden?

ANTWOORD.

De werking van den Kolonialen Raad vergt eene jaarlijksche uitgave van 100,000 frank.

Deze post wordt voorzien in de Begrooting van Belgisch Congo, artikel 30, litt. B.

Nota van den Verslaggever :

« De Commissie was van gevoelen dat de noodige maatregelen moesten genomen worden met het mogelijk vooruitzicht op eene herziening der Koloniale Grondwet, opdat deze uitgave — hetgeen natuurlijk schijnt — op de Begrooting van het Moederland worde uitgetrokken. »

